

**Convention entre le Département de la Côte-d'Or et le SICECO relative à la mise en place d'un partenariat technique et financier pour la construction et le maintien d'un fond de plan à très grande échelle dit Plan Corps de Rue Simplifié (PCRS)**

- **Vu** le protocole national d'accord de déploiement d'un plan corps de rue simplifié (PCRS) conclu le 24 juin 2015 ;
- **Vu** la délibération du Conseil Départemental de la Côte-d'Or du 16 octobre 2023 approuvant que le Département se déclare Autorité Publique Locale Compétente pour constituer le PCRS ;
- **Vu** la délibération du Conseil Départemental de la Côte-d'Or 16 octobre 2023 autorisant le Président du Conseil Départemental à signer la présente convention.

**ENTRE :**

Le Département de la Côte-d'Or domicilié Hôtel du Département – 53 bis, rue de la Préfecture – CS 13501 – 21035 DIJON CEDEX, représenté par le Président du Conseil Départemental en exercice agissant en vertu de la délibération du Conseil Départemental du 16 octobre 2023 précitée,

Ci-après désigné «le Département»,

**ET :**

Le SICECO, domicilié à Dijon, 9 A rue René Char, Autorité organisatrice de la distribution publique d'électricité au sens du IV de l'article L. 2224-31 du Code général des collectivités territoriales, représenté par son Président M. Jacques Jacquenet agissant en vertu de la délibération du Bureau du 6 novembre 2025,

Ci-après désigné «le Cocontractant»,

**Il est convenu ce qui suit :**

## **PREAMBULE :**

Pour améliorer la sécurité des travaux à proximité des réseaux la réforme « anti-endommagement des réseaux » ou « DT-DICT » est entrée en application le 1<sup>er</sup> juillet 2012.

Cette réforme introduit des changements importants en matière de règles et responsabilités de chacun des acteurs impliqués dans les travaux sur l'espace public :

- Les maîtres d'ouvrage sont responsables de la sécurité de leurs chantiers ;
- Les exploitants de réseaux doivent s'engager sur la position de leurs ouvrages. À ce titre, ils doivent obligatoirement enregistrer et mettre à jour les zones d'implantation de leurs réseaux et ouvrages au moyen du guichet unique ;
- Les entreprises de travaux doivent attester des compétences liées à la nature des travaux qu'elles exécutent.

Face à la grande diversité des fonds de plan utilisés pour localiser les réseaux enterrés et compte tenu, parfois, du manque de qualité et de précision de l'information contenue dans ces plans, un volet cartographique a été ajouté à cette réforme « DT-DICT ». C'est l'objet du protocole d'accord national conclu le 24 juin 2015 par le CNIG, la FNCCR, l'AMF, l'ARF, l'ADCF, l'AFIGEO, la chambre syndicale nationale des géomètres topographes, l'IGN, l'OGE, GRDF et ENEDIS (ex-ERDF). Ce protocole prévoit la mise en place d'un fonds topographique unique, le Plan de Corps de Rue Simplifié (PRCS).

L'objectif de ce standard cartographique est double :

- Améliorer la précision du repérage des réseaux ;
- Fiabiliser l'échange d'informations entre tous les acteurs concernés : collectivités, exploitants de réseaux, maîtres d'ouvrages et entreprises de travaux.

L'arrêté ministériel du 26 octobre 2018 impose l'utilisation d'un fond de plan PCRS au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2026 pour localiser tous les ouvrages souterrains sensibles pour la sécurité, implantés sur l'ensemble du territoire ainsi que les ouvrages souterrains non-sensibles implantés dans des unités urbaines au sens de l'INSEE. Exploitants et collectivités doivent donc adapter leurs outils cartographiques pour être en mesure de cartographier les réseaux nouveaux avec une précision de classe A (40 cm, ce qui revient à effectuer des relevés à 10 cm de précision) et assurer l'amélioration progressive du stock de données cartographiques en les géo-référençant. La constitution simultanée d'un fond de plan de cohérence géométrique en « classe A » représente une nécessité autant qu'une opportunité de mutualisation pour tous ces acteurs.

Dans ces conditions, les parties ont ainsi décidé de se rapprocher pour mettre en œuvre une coopération conventionnelle ayant pour objet d'assurer la mise en œuvre de leurs missions et obligations légales respectives.

La présente convention s'inscrit ainsi dans le cadre de cette démarche de mutualisation et de mise en commun des données cartographiques engagée par les exploitants de réseaux publics et

privés. L'objectif recherché étant d'établir un partenariat entre ces acteurs en vue de l'émergence d'une cartographie commune de précision.

## **ARTICLE 1 : Objet de la convention**

La présente convention a pour objet la mise à disposition d'un référentiel à grand échelle, dit Plan Corps de Rue Simplifié (PCRS). Ce PCRS est constitué des données brutes, des clichés orientés et de l'orthophotographie à 5 cm pour l'ensemble du département de la Côte-d'Or.

L'objet de la présente Convention est de définir les droits et obligations de chacune des Parties, les modalités de leur coopération ainsi que celles relatives à l'accès et à l'utilisation du PCRS.

Elle définit également les co-financements apportés au Département s'agissant des frais de constitution et développement du PCRS.

## **ARTICLE 2 : Description des données**

### **2.1 Emprise territoriale :**

La couverture des données concerne l'intégralité du département de la Côte-d'Or.

### **2.2 Livrables**

Le produit résultant de la coopération, aussi appelés « Résultats Définitifs » est le suivant :

- Une orthophotographie « PCRS image » sur le territoire de la Côte-d'Or et des données LIDAR.

Les Éléments préparatoires sont les suivants :

- Les plans de vols réels ;
- Les rapports de vols et horodatage des clichés ;
- Les points de contrôles terrain créés dans le cadre de la coopération ;
- Les lignes de mosaïquage au format numérique ;
- L'ensemble des clichés orientés et tous les éléments associés, utiles aux opérations de restitutions photogrammétriques (fichiers caméras, positions et orientations obtenues à partir du calcul d'aérotriangulation, rapport d'aérotriangulation) ;
- Les modèles numériques de terrain (MNT) ayant servi à l'ortho rectification ;
- Le tableau d'assemblage au format numérique.
- Un dossier de contrôles effectués, garantissant la conformité des produits aux spécifications techniques.

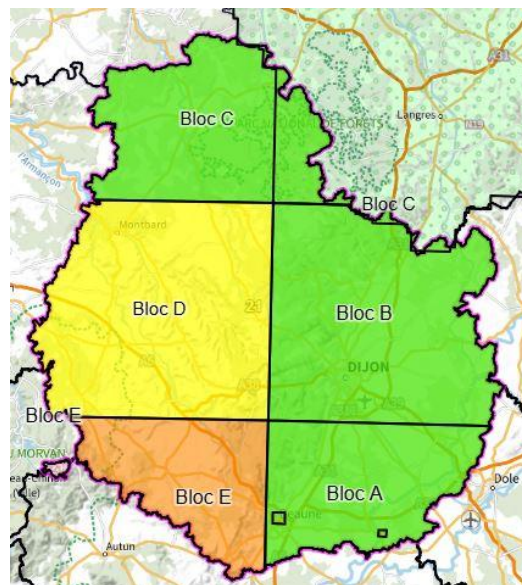
Les Résultats définitifs et les éléments préparatoires couvrent l'ensemble du territoire de la Côte d'Or.

Le transfert des données sera fait à partir de support physique ou via une plateforme dématérialisée.

### ***2.3 Calendrier prévisionnel***

La mise à disposition des données sera faite au fur et à mesure de la réception des données, selon le calendrier prévisionnel suivant :

- Bloc A et C : 4ème trimestre 2025
- Bloc B : 1er trimestre 2026
- Bloc D et E : 4ème trimestre 2026.



La mise à disposition des données du dernier bloc sera réalisée au plus tard pour la fin du second semestre 2027.

Cependant, dès que les premiers blocs d'acquisition seront livrés au département, ce dernier en informera le Cocontractant pour mise à disposition des clichés orientés et des données associées.

### **ARTICLE 3 : Droit d'utilisation et de diffusion des données**

En contrepartie des obligations visées à l'article 4 et du versement de la subvention visé à l'article 6, le Cocontractant dispose d'un droit d'usage de l'ensemble des données produites dans le cadre de la convention.

Le Cocontractant est libre de réutiliser les livrables :

- de les reproduire, les copier ;
- de les adapter, les modifier, les extraire et les transformer, pour créer des « Informations dérivées », des produits ou des services ;
- de les communiquer, les diffuser, les redistribuer, les publier et les transmettre ;
- de les exploiter à titre commercial, par exemple en les combinant avec d'autres informations, ou en les incluant dans son propre produit ou application.

Sous réserve de :

- mentionner la paternité du PCRS: sa source et la date de dernière mise à jour de l' « Information » réutilisée.

#### **ARTICLE 4 : Obligations du Cocontractant**

Le cocontractant s'engage à verser au Département une subvention de 250 000 euros en contrepartie des frais de conception et de développement du PCRS, de mise à disposition et de mises à jour globales (et non celles liées aux travaux des divers maitres d'ouvrage qui devront produire les données modificatives au département).

#### **ARTICLE 5 : Obligations du Département**

Le Département mettra à disposition l'ensemble des données via téléchargement ou flux web.

Dans l'éventualité où le Cocontractant solliciterait une actualisation majeure ou substantielle de tout une partie du périmètre, les parties conviennent de définir conjointement les modalités de mise à jour, son implémentation dans le PCRS ainsi que les conditions financières.

#### **ARTICLE 6 : Modalités financières**

Le montant de la subvention prévue à l'article 4 sera crédité au Département dans les conditions suivantes :

Le versement de l'aide interviendra :

- en plusieurs versements (avances ou acomptes) à des dates déterminées et vérifiables :
  - un versement en 2026 avant le 30 juin 2026
  - un versement en 2027 avant le 30 juin 2027.

## **ARTICLE 7 : Durée de la convention**

La présente convention est conclue pour une durée de 10 ans à compter de sa date de signature par les deux parties.

Elle est renouvelable par tacite reconduction pour une durée maximale de 5 ans.

## **ARTICLE 8 : Révision de la convention**

Durant la période de validité de la convention et à la demande de l'une ou l'autre des parties, des aménagements nécessaires aux dispositions de la convention, seront examinés conjointement par les parties et pourront faire l'objet d'avenants à la présente convention.

## **ARTICLE 9 : Résiliation de la convention**

### ***9-1 Résiliation à la demande des parties***

Indépendamment de la résiliation pour faute prévue à l'article 9-2, la convention pourra être résiliée par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, moyennant le respect d'un préavis de 3 mois.

Si la résiliation est à l'initiative du Département, un reversement de tout ou partie de la subvention allouée par le cocontractant sera fait. Le montant à reverser par le Département sera calculé au prorata de la durée de la convention restant à courir.

Si la résiliation est à l'initiative du cocontractant, aucun reversement ne sera réalisé.

### ***9-2 Résiliation pour faute***

Le Département se réserve la possibilité, par tous moyens, de vérifier la mise en œuvre des obligations fixées au cocontractant par la convention et pourra demander, le cas échéant, après mise en demeure restée infructueuse pendant un délai de trois mois, la résiliation de la convention pour faute.

Cette résiliation entraînera la fin du droit d'usage des livrables et ne pourra en aucun cas donner lieu à un reversement de tout ou partie de la participation financière visée à l'article 6.

## **ARTICLE 10 : Règlement des litiges**

En cas de contentieux portant sur l'application ou l'interprétation de la convention, et seulement après avoir épuisé toutes les possibilités de règlement à l'amiable, les parties conviennent de s'en remettre au Tribunal compétent du lieu de situation géographique du Département de la Côte-d'Or.

Fait à DIJON, en 2 exemplaires originaux (*un par partie*)

Le

Le Président du Conseil Départemental  
de la Côte-d'Or,

Le Président du SICECO

*M François SAUVADET*

*M Jacques JACQUENET*